

Quelles sont les priorités défendues par Haïti à la COP 27?

Une délégation réduite pour Haïti à la COP 27

Quid du fonds multilatéral «pertes et dommages» né à la COP 27?

2020 -2030 Une décennie d'action

# DevHaïti<sup>©</sup>

*Le Magazine du développement*

**COP 27:**

**Pluie de promesses, réelles menaces pour Haïti et Co**



Aux Cayes après le passage de l'ouragan Matthew  
Photo crédit: slate.fr

**#53**

30/12/2022

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

**Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélony BIEN-AIMÉ.**

## COP 27, Haïti doit faire mieux

**A**vec l'aggravation des effets du changement climatique un peu partout à travers le monde, les conférences des Nations unies sur le climat sont devenues au fil des années des événements majeurs attirant les regards. Même si certains activistes et experts en environnement continuent de croire que rien de bon ne peut sortir de ces événements, les pays comme Haïti qui subissent toute la fureur des dérèglements climatiques doivent faire tout leur possible pour en tirer le meilleur.

Haïti, à l'instar des autres petits Etats insulaires en développement, figure parmi les moins pollueurs au monde, tout en étant très vulnérable aux effets du changement climatique. S'il est vrai que tous les pays font face peu ou prou aux phénomènes climatiques - inondations, feux incontrôlés, vagues de chaleur et sécheresses -, mais les pays pauvres sont dépourvus face à ces catastrophes.

Dans le cas d'Haïti, les données sont là et les conséquences des phénomènes climatiques extrêmes auxquels le pays est confronté au cours des dernières décennies sont visibles. Selon le ministère de l'Environnement, en 10 ans, les pertes causées par les catastrophes climatiques en Haïti ont augmenté de manière significative et totalisent près de 400 millions de dollars américains en 2020. Ce qui représente environ 50% de l'aide internationale et 20% du budget de l'État. Si on faisait aussi le décompte des morts et blessés causés par ces catastrophes, le bilan humain serait encore plus lourd.

Face à ce tableau, dirait-on macabre, Haïti a de quoi faire entendre sa voix dans les négociations sur le climat en Egypte. Nous avons intérêt à n'être pas un simple spectateur dans le plus grand événement en faveur de l'action climatique. Le pays doit montrer ses cicatrices aux grands pollueurs, responsables du phénomène.

Pour amplifier sa voix, Haïti doit s'unir avec les autres petits Etats insulaires en développement et les autres pays du Sud qui payent un lourd tribut au dérèglement climatique. Parallèlement, étant l'un des trois pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, Haïti doit se donner les moyens de développer un leadership dans la lutte contre les changements climatiques.

De petites îles dans l'océan Indien ou dans les Caraïbes – moins vulnérables, avec une population de loin inférieure à la nôtre et avec un territoire plus petit aussi – parlent plus fort que nous. Elles se montrent plus concernées par les changements climatiques et plus agressives dans les négociations sur le climat.

La délégation haïtienne en Egypte a la lourde responsabilité de défendre les intérêts d'Haïti. Elle doit être partie prenante des engagements concrets découlant des pourparlers. Elle doit multiplier les rencontres bilatérales, approcher les bailleurs, et surtout être porteuse de projets. Ce ne sont pas les interlocuteurs d'envergure qui manquent. Elle doit symboliser l'espoir que le pays trouvera les ressources nécessaires pour se donner les moyens de faire face aux changements climatiques. C'est un impératif.

Pour Haïti, l'heure est grave. Le pays ne peut pas se permettre de continuer à subir les conséquences des changements climatiques comme ce fut le cas la décennie écoulée. Pour nous, faire face aux changements climatiques c'est une question de vie ou de mort. Les autorités environnementales, notamment le ministère de l'Environnement, doivent trouver la bonne formule pour intégrer chaque Haïtien dans cette bataille. Dans les COP ou ailleurs, Haïti doit faire entendre sa voix par rapport aux pertes et aux préjudices qu'elle subit à cause du dérèglement climatique.

Plus important encore, le pays est attendu au tournant après la COP 27. L'erreur à ne surtout pas commettre, pour un pays aussi vulnérable qu'Haiti, serait de tout plaquer dans un tiroir pour se donner

rendez-vous l'année prochaine à la COP 28. La lutte contre les changements climatiques est une lutte de longue haleine qui ne sera remportée qu'au prix d'un combat de tous les instants. À bon entendre...

## Quelles sont les priorités défendues par Haïti à la COP 27?



*La ville de Charm el-Cheikh, sur les bords de la mer rouge en Egypte, a accueilli la COP 27.  
Crédit: Vatican News*

**C**hefs d'État, ministres et négociateurs, militants pour le climat, représentants de la société civile, chefs d'entreprise...ont fait le déplacement en Égypte pour participer à la COP 27, le plus grand rassemblement annuel sur l'action climatique.

*«Aujourd'hui, une nouvelle ère commence - et nous commençons à faire les choses différemment. Paris nous a donné l'accord. Katowice et Glasgow nous ont donné le plan. Charm El-Cheikh nous fait passer à la mise en œuvre», a déclaré Simon Stiell, le*

nouveau Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dans son discours d'ouverture, le dimanche 6 novembre 2022.

Selon l'ONU, la 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – COP27 – s'appuie sur les résultats de la COP 26 pour agir sur un éventail de questions essentielles pour faire face à l'urgence climatique – de la réduction urgente des émissions de gaz

à effet de serre au renforcement de la résilience et à l'adaptation aux conséquences inévitables des changements climatiques, en passant par le respect des engagements à financer l'action climatique dans les pays en développement.

### **Les priorités d'Haïti à la COP 27**

Selon une note du ministère de l'Environnement sur la participation d'Haïti à la conférence, « atténuation » constitue le premier point défendu à la COP 27 par Haïti et d'autres Pays moins avancés (PMA) et Petits États insulaires en développement (PIED). *«Les pays développés doivent prendre des mesures pour réduire considérablement leurs émissions de GES»,* affirme la note.

Haïti a aussi défendu «adaptation». *«L'adaptation reste la principale priorité du pays»,* informe le ministère de l'Environnement. Pour y parvenir, précise le MDE, Haïti s'attend à ce que les pays développés ou ceux qui sont en mesure de le faire à travers les différentes entités d'opération du mécanisme financier de la CCNUCC et les mécanismes bilatéraux, fournissent le soutien financier nécessaire à la mise en œuvre de son Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA).

Autre point soutenu par Haïti est «pertes et préjudices». Liés aux effets néfastes des changements climatiques, les pertes et préjudices, souligne le MDE, sont susceptibles de porter préjudice à la stabilité politique et socio-économique du pays et devraient donc être intégrées dans tous les programmes d'action contre le changement climatique.

*«En dix ans, les pertes causées par les catastrophes climatiques en Haïti ont augmenté de manière significative avec près de 400 millions de dollars américains en 2020, ce qui représente environ 50% de l'aide internationale et 20% du budget de l'État»,* a fait remarquer le ministre de l'Environnement.

«Financement climatique» est un autre point qu'Haïti a défendu dans les négociations en Egypte. *«Le financement climatique reste et demeure une composante de grande importance dans la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris»,*

précise le MDE. Une fois de plus, fait-il remarquer, le pays réitère l'importance de la prévisibilité et «l'additionnalité» du financement climatique. Les pays développés doivent s'efforcer de respecter leur promesse de financement des actions climatiques, notamment le montant de 100 milliards de dollars US par an.

«Technologies et renforcement de capacité» figure parmi les points qu'Haïti a défendu en Egypte. «Il est indispensable de faciliter l'adoption de technologies sobres en carbone dans les pays en voie de développement», croit dur comme fer le MDE. En 2021, informant les responsables du ministère de l'Environnement, Haïti a réalisé l'Évaluation des besoins en technologie (EBT) pour faire face aux changements climatiques. Cette évaluation a identifié des technologies innovantes en matière d'atténuation et d'adaptation, précise la note du MDE.

«Cadre de transparence» figure dans le menu des points à défendre par la délégation haïtienne en Egypte. Pour le MDE, la reconnaissance des circonstances particulières des pays moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement (PÉID) doit être clairement traduite dans les modalités, procédures et lignes directrices du cadre de transparence pour l'action et le support.

Enfin, «Genre» est le dernier point que le pays a défendu dans les discussions à la COP 27. *«Les aspects liés au genre doivent être pris en compte dans toutes les initiatives et processus de lutte contre les changements climatiques. Il est important de renforcer les capacités des femmes en vue de leur pleine participation dans la lutte contre les changements climatiques»,* fait remarquer le MDE.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est entrée en vigueur le 21 mars 1994 et vise à prévenir les interférences humaines «dangereuses» avec le système climatique. Aujourd'hui, ratifiée par 198 pays, elle est quasi universelle. L'Accord de Paris, conclu en 2015, fonctionne comme une extension de cette convention.

# Une délégation réduite pour Haïti à la COP 27

Une délégation haïtienne multisectorielle s'est rendue sur place à Charm El-Cheikh en Égypte pour prendre part aux négociations et défendre les positions de la République d'Haïti dans le cadre de la 27e Conférence des Parties (COP 27), surnommée la COP de l'Afrique ou encore la COP de l'implémentation, qui a eu lieu du 06 au 18 novembre 2022.



La délégation haïtienne à la COP 27

Photo Crédit MDE

Classé dans la catégorie "Petit état insulaire en développement (PIED)", Haïti a salué l'inscription à l'ordre du jour des négociations des pertes et dommages et a pris position aux côtés de tous les autres petits états vulnérables pour réclamer des pays riches le respect de leurs engagements financiers au nom de la justice climatique.

«La délégation haïtienne est composée de cadres du ministère de l'Environnement (MDE), de cadres de la Direction des changements climatiques, de membres de la société civile tels qu'ACCLEDD [Action pour le Climat, l'Environnement et le Développement durable], d'un représentant des jeunes qui luttent contre les changements climatiques en

Haïti, d'agences internationales comme le PNUE et l'UNESCO. Tous font partie de la délégation haïtienne», a informé la directrice de la Direction des changements climatiques (DCC) du ministère de l'Environnement (MDE), Gerty Pierre, à la tête de la délégation haïtienne depuis le début de la COP 27.

«Nous sommes environ une dizaine», a poursuivi Mme Pierre qui intervenait à une des émissions spéciales d'Haïti Climat sur la COP27 sur les ondes de Magik 9.

«Nous faisons partie de groupes de travail, si Haïti n'est pas présent, les autres pays négocieraient à notre place [...] Étant donné que nous faisons partie

de plusieurs groupes de négociations, l'essentiel était de nous joindre aux autres [pays] pour défendre des intérêts de groupe, et non des positions individuelles. Nous participons à plusieurs réunions de coordination, notamment avec les Petits États insulaires en développement, avec le Groupe des 77 et la Chine, et aussi, avec les PMA [Pays moins avancés] composés de pays africains, asiatiques et de pays issus de la Caraïbe, tels qu'Haïti», a indiqué Gerty Pierre annonçant avoir reçu avec joie la nouvelle pour les pertes et dommages.

«Haïti est très vulnérable et se trouve sur les trajectoires des ouragans majeurs qui nous laissent bien des dégâts quand ils nous traversent. Le montant qu'on impartirait à notre pays servirait à venir en aide aux personnes vulnérabilisées par les préjudices du climat», a rappelé la responsable de la Direction des changements climatiques soulignant que la position défendue par Haïti lors des négociations consiste à tout faire pour que les PEID trouvent les moyens nécessaires pour lutter contre les changements climatiques.

«C'est également une possibilité de réclamer l'argent que les pays développés ont promis d'allouer aux pays en développement. Nous savons que nous ne sommes pas de grands émetteurs de gaz à effet de serre (GES), cependant nous sommes vraiment impactés par les grandes industries des pays développés qui émettent de grandes quantités de gaz carbonique ou d'autres GES. Nous sommes en train de défendre ce point afin qu'ils acceptent de verser ce fonds et que nous puissions le recevoir une partie», a expliqué Gerty Pierre.

Ce point a fait partie intégrante du discours prononcé par le Directeur de communication du MDE, Yves Bernard Remarais, au segment de haut niveau, en remplacement du ministre James Cadet, empêché.

«L'augmentation du nombre et de l'intensité des événements climatiques extrêmes provoquent des dégâts considérables sur l'économie du pays, affectent le mode de vie des populations et

provoquent la pauvreté extrême. En 2020, les pertes causées par les catastrophes climatiques en Haïti ont atteint près de 400 millions de dollars américains, ce qui représente environ 50% de l'aide internationale et 20% du budget de l'État. Plus de la moitié de la population se trouve dans l'insécurité alimentaire. Je vous fais grâce des informations sur la situation politique alarmante d'Haïti quoique la relation entre la politique et la vulnérabilité d'un peuple, exacerbée par les effets des changements climatiques n'est plus à démontrer», a donc expliqué Yves Bernard Remarais par devant la salle plénière Néfertiti dans la soirée de mardi 15 novembre, heure égyptienne.

Lundi 14 novembre, la délégation haïtienne a organisé son traditionnel événement parallèle pour présenter la position du pays en tant que pays vulnérable et son Plan national d'Adaptation (PNA) ainsi que son document de Contribution déterminée au niveau national (CDN) soumis aux instances concernées depuis le mois de février de cette année.

Concernant la participation du pays dans les COP, Gerty Pierre estime qu'elle est loin d'être vaine. «Ce qu'il faut retenir, les négociations sont entamées bien avant l'organisation de chaque COP. Nous participons régulièrement à des réunions de groupe au cours de l'année, parfois nous ne pouvons pas être sur place, faute de moyen, nous nous recourrons donc aux participations virtuelles», a-t-elle indiqué.

Selon un rapport analysant la liste préliminaire des participants à la COP 27 publiée par l'ONU, les Émirats arabes unis et le Brésil se distinguent comme les pays avec le plus grand nombre de participants potentiels, soit 1 073 et 574 personnes respectivement. Toujours selon la liste provisoire, le sommet organisé à Charm El-Cheikh serait le deuxième plus important de l'histoire avec 33 000 délégués, derrière la COP 26 à Glasgow avec 38 457 participants.

# Quid du fonds multilatéral «pertes et dommages» né à la COP 27?

À la COP 27, qui s'est déroulée du 6 au 18 novembre 2022, à Charm El-Cheikh, en Égypte, l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) a défendu la création d'un fonds multilatéral pour permettre aux pays en développement de supporter le coût des réponses aux pertes et dommages associés au changement climatique.



*Du 06 au 19 novembre 2022, des milliers de négociateurs, de journalistes et d'activistes ont franchi cette entrée.  
Crédit: Présidence de la COP 27*

« Il existe des lacunes évidentes dans les accords de financement existants pour aider de manière adéquate les pays en développement à couvrir le coût de leurs réponses ex post (après coup) qui visent à faire face aux pertes et dommages non économiques et économiques associés aux effets néfastes du changement climatique, y compris les événements météorologiques extrêmes et les événements à évolution lente », a déclaré l'AOSIS dans un document d'information destiné aux médias, publié le 19 octobre sur son site Web.

Depuis 1990, l'AOSIS représente les intérêts de quelque 39 petits États insulaires en développement (PEID) et États côtiers en développement de faible altitude, y compris Haïti, la Jamaïque et d'autres pays dans les Caraïbes, dans les négociations internationales sur le changement climatique, ainsi que sur les processus de développement durable.

Une partie de la réponse, soutient le groupe, consiste en un accord pour établir «un nouveau fonds multilatéral adapté à l'usage désigné comme une entité opérationnelle du mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)»; et «un engagement à poursuivre la conception et l'opérationnalisation du fonds multilatéral par le biais du sous-point de l'ordre du jour convenu, et un comité ad hoc pour les travaux intersessions qui complètent les événements mandatés par le Dialogue de Glasgow».

Cela devrait suivre, ont-ils dit, l'adoption sans heurts du point de l'ordre du jour par la 27e Conférence des Parties (COP 27) avant le début des travaux et la reconnaissance des lacunes dans les accords de financement existants, «en particulier dans le cadre de la CCNUCC, ainsi que le besoin urgent et immé-

diat de ressources financières nouvelles, supplémentaires, adéquates et prévisibles pour aider les pays en développement à faire face au coût des réponses ex post aux pertes et dommages».

En juin 2022, le G77 + Chine a demandé un sous-point à l'ordre du jour des ordres du jour provisoires de la COP 27 et de la CMA 4 (quatrième Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris) sous la rubrique «Questions relatives au financement», qui s'intitule «Questions relatives aux modalités de financement pour le traitement des pertes et dommages».

Ce sous-point de l'ordre du jour approfondira le financement de la réponse aux pertes et dommages et fournira un espace pour établir un consensus sur la manière dont cela pourrait être résolu de manière globale, a expliqué le document d'information de l'AOSIS.

Dans le même temps, l'AOSIS a avancé sa défense du fonctionnement du fonds proposé en tant qu'entité opérationnelle de la CCNUCC de son mécanisme financier. «La CCNUCC, en tant que régime international sur le changement climatique, a la responsabilité de contribuer à la réponse mondiale au changement climatique, ce qui comprend le renforcement de ce soutien aux pays en développement sur une base coopérative et facilitatrice», indique la note d'information.

La réponse mondiale dans le cadre de la convention et de l'accord de Paris est basée sur des principes

internationalement reconnus de responsabilité historique, de responsabilité commune mais différenciée et de capacités respectives, à la lumière des différentes circonstances nationales, de l'équité et de la protection des personnes vulnérables, en particulier les plus vulnérables, telles que en tant que PEID et PMA (pays les moins avancés), ajoute le document.

Font également partie de leurs arguments le fait que le fonds proposé jouira d'une légitimité multilatérale et consensuelle en tant qu'entité opérationnelle; et «est tenu d'avoir une représentation équitable et équilibrée de toutes les parties au sein d'un système de gouvernance transparent, ce qui n'est pas garanti en dehors de la CCNUCC».

«La mise en œuvre effective de la convention et de l'Accord de Paris par les pays en développement nécessite des ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates, compte tenu de leurs besoins et priorités, y compris celles destinées à soutenir les réponses aux pertes et dommages», a insisté l'AOSIS.

«Le mécanisme financier de la CCNUCC et ses entités opérationnelles, y compris ce fonds multilatéral proposé, servent à la fois l'ensemble de la convention et l'Accord de Paris. Ce fonds multilatéral serait donc un élément crucial du mécanisme financier pour le rendre adapté à cette mise en œuvre efficace», a-t-il ajouté.

Source: Jamaica Gleaner



Des activistes en train de manifester à la COP 27  
Crédit photo: ONU

# COP 27: Haïti en quête de fonds pour financer son plan national d'adaptation

La conférence des Parties des Nations unies sur le changement climatique s'est poursuivie jusqu'au 19 novembre à Charm el-Cheikh, en Égypte. Haïti a présenté, lundi 13 novembre, son plan d'adaptation. La délégation attend maintenant que les pays développés respectent leur engagement de financer les pertes et dommages liés au changement climatique en faveur des pays vulnérables comme Haïti.

Haïti a fait entendre sa voix à la COP 27. Yves Bernard Remarais, cadre au ministère de l'Environnement, a présenté, le mardi 15 septembre 2022, la position d'Haïti sur les mesures à prendre pour atteindre l'objectif fixé dans l'Accord de Paris sur le climat pour maintenir la hausse de température mondiale en dessous de 1,50 C à la fin de ce siècle. «Au nom de la solidarité, du principe de responsabilité commune mais différenciée et au nom de la justice climatique, il est urgent d'adopter des mesures concrètes pour envoyer un signal fort aux populations du monde entier que nous sommes venus, ici à Charm El-Cheikh, pour rechercher les solutions qui sont à la hauteur de l'urgence climatique, exprimée par le 6ème rapport du GIEC. Le temps des belles intentions doit être révolu. Les pays les plus affectés par le phénomène comme Haïti ne peuvent plus attendre», a indiqué Yves Bernard Remarais, ayant pris la parole à une session plénière au nom du ministre de l'Environnement, James Cadet, retenu par des obligations en Haïti.

Le représentant du ministre James Cadet a rappelé par ailleurs qu'en 2020, les pertes causées par les catastrophes climatiques en Haïti ont atteint près de 400 millions de dollars américains, ce qui représente environ 50% de l'aide internationale et 20% du budget de l'État.

Parallèlement à l'intervention de M. Remarais, la délégation haïtienne à la COP 27 conduite par Gerty Pierre, directrice de la Direction des changements climatiques au ministère de l'Environnement, a organisé, lundi, une activité publique au tour de la



Haïti a présenté, lundi 13 novembre, son plan d'adaptation à la COP 27  
Photo Crédit: MDE

mise en œuvre du Plan National d'Adaptation d'Haïti assorti d'une stratégie de financement durable. «Depuis 2019 Haïti met en œuvre le processus du Plan National d'Adaptation, a expliqué Gerty Pierre. Il s'avère donc important pour le pays de partager ses expériences avec ses partenaires internationaux et présenter la stratégie de financement et de mise en œuvre du Plan National d'Adaptation (PNA).»

Haïti, au cours de cette activité, a invité les pays développés à respecter leurs engagements envers les pays du Sud dont Haïti qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique. «Haïti, en tant que pays en voie de développement, ne pourra respecter ses ambitions d'atténuation que si les pays développés ou ceux qui sont en mesure de le faire fournissent le soutien financier, technologique nécessaire et appuient le processus de renforcement des capacités du pays», souligne la délégation haïtienne à la COP.

Haïti, dans le cadre de son plan d'adaptation, prend des engagements envers le climat. Le pays fixe des conditions pour le respect de ses engagements. «Avec le soutien financier approprié, additionnel et prévisible ainsi qu'avec un appui soutenu en

matière de développement et de transfert de technologies, Haïti est disposé à prendre les mesures appropriées en vue de permettre l'introduction et l'adoption des énergies renouvelables propres ainsi que la mise sur pied de vastes programmes d'afforestation et de reboisement», informe la délégation haïtienne à la COP 27.

Le financement des pertes et dommages liés au changement climatique constitue le sujet controversé à la COP 27. Gerty Pierre estime cependant un pas est déjà franchi en ce sens lorsque les pays développés acceptent de financer les pertes et dommages. «Maintenant, la question fondamentale est comment y arriver?», a-t-elle précisé.

En 2009, les pays développés se sont engagés à verser chaque année 100 milliards de dollars aux pays vulnérables à partir de 2020, mais cet engagement n'a pas été tenu. «Pour cela, les Parties ont instauré un dialogue annuel jusqu'en 2024 pour discuter des modalités pour le financement des activités», informe le ministère de l'Environnement. La délégation haïtienne appelle par ailleurs les pays développés à respecter leur promesse de financement des actions climatiques.

Pour arriver à cette fin, Gerty Pierre promet qu'Haïti va continuer à faire entendre sa voix à côté des pays du Sud qui subissent comme lui les effets du changement climatique.

En attendant la mise en place d'un mécanisme de financement des pertes et dommages, l'ONU avait annoncé la semaine dernière un plan de 3,1 milliards de dollars pour des systèmes d'alerte précoce pour tous d'ici 2027.

Ce plan d'action pour l'initiative 'Systèmes d'alerte précoce pour tous' (Early Warnings for All), selon le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, appelle à des investissements initiaux de 3,1 milliards de dollars entre 2023 et 2027, ce qui équivaut à un coût de seulement 50 cents par personne et par an. Les 3,1 milliards de dollars représentent une petite fraction - environ 6% - des 50 milliards de dollars requis pour le financement de l'adaptation, selon l'Organisation météorologique mondiale.



*Des dégâts après le passage du cyclone Matthew dans le sud d'Haïti  
Crédit photo: ONU Info*

# COP 27: la réponse caribéenne à la lutte contre les changements climatiques

*Les pays des Caraïbes sont en train de devenir des innovateurs en matière de financement climatique cette année, se montrant plus créatifs et plus directs dans les appels à compensation.*



*De gauche à droite: Mia Mottley, PM de la Barbade, Gaston Brown, PM d'Antigua-et-Barbuda, et Simon Stiell, Secrétaire exécutif de la CCNUCC*

**A**lors que la montée des mers et le passage des tempêtes de plus en plus violentes menacent l'existence même des Bahamas, le dirigeant de l'île entend transformer ses océans en une source de liquidités. Le mécanisme financerait une réponse à l'aggravation de la crise climatique, en particulier si les pays riches paient.

«Ce que j'attends avec impatience, tout d'abord, c'est de reconnaître que le monde industrialisé, qui s'est enrichi tel qu'il est aujourd'hui, est le résultat direct de son utilisation des combustibles fossiles et du charbon», a déclaré Philip Davis, Premier ministre des Bahamas, lors d'une interview à Charm el-Cheikh, en Égypte, en marge de la COP 27. «Alors ne devraient-ils pas être tenus responsables de cela?»

Les Bahamas sont déjà en première ligne. L'ouragan Dorian, une énorme tempête de catégorie 5 en 2019, a causé des milliards de dollars de dégâts. Davis estime que 40% de la dette du pays est directement liée aux impacts du changement climatique.

Les pays des Caraïbes sont devenus des innovateurs en matière de financement climatique cette année, se montrant plus créatifs et plus directs dans les appels à compensation. En septembre, la Barbade a annoncé un plan visant à restructurer une partie de sa dette d'une manière qui contribuera à payer la conservation de l'océan. Ces appels audacieux pour obtenir un financement climatique accru pour certains des pays les plus vulnérables reposent sur un fait indéniable: les petites nations insulaires ne portent pratiquement aucune responsabilité dans la pollution qui réchauffe la planète et qui intensifie les tempêtes et fait remonter les mers.

«Nous ne représentons peut-être que la moitié de 1% des émissions», a déclaré Gaston Brown, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, lors de la COP27, faisant référence à d'autres nations insulaires comme la sienne. «Donc, ce que nous demandons, c'est la justice climatique.»

Les pays en développement du monde entier militent à la COP 27 pour obtenir plus d'argent

devant les aider à payer leur transition vers une énergie propre, s'adapter à un réchauffement accru et répondre à la destruction causée par le changement climatique. C'est la première année que de tels dommages, connus sous le nom de « pertes et dommages » en langage technique, sont officiellement à l'ordre du jour de la Conférence des Nations unies sur le climat. S'il est adopté, après une longue attente de 30 ans environ, un mécanisme de pertes et dommages fournirait de l'argent et une assistance technique des pays riches émetteurs aux pays en développement qui subissent des tempêtes, des sécheresses et des vagues de chaleur.

Les récentes inondations au Pakistan, qui ont causé 30 milliards de dollars de dégâts, sont devenues le cas pilote le plus évident et le point de ralliement de la COP 27. Michai Robertson, négociateur en chef de l'Alliance des petits États insulaires, a déclaré que 2024 serait le point de départ pour établir un mécanisme de compensation. Mais d'abord, il doit y avoir un accord sur la création d'un nouveau fonds – et l'approvisionnement de ce qui pourrait représenter des milliards de dollars. Jusqu'à présent, à la COP 27, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et l'Écosse sont parmi les rares pays riches à avoir engagé des contributions en termes de pertes et dommages évalués à des millions.

Davis ne reste pas les bras croisés en attendant une compensation climatique qui ne viendra peut-être jamais. Au lieu de cela, il travaille rapidement pour faire des Bahamas le premier vendeur mondial de crédits carbone liés à l'océan – ce qu'il appelle des « crédits carbone bleus ». Les écosystèmes côtiers, en particulier les herbiers marins, sont très efficaces pour stocker le dioxyde de carbone, faisant de leur entretien une solution climatique précieuse. Les marchés du carbone existants se sont largement concentrés sur les crédits « verts » liés à des projets impliquant des forêts et des prairies.

« [Grâce à] nos herbiers marins, nos mangroves, nos coraux – nous sommes devenus l'un des plus grands puits de carbone du monde », a déclaré Davis. « Nous pensons qu'il est temps pour nous d'être payés pour cela ». La nation des Caraïbes a annoncé son

plan de crédits carbone bleus en avril, dans le but d'obtenir des crédits de carbone volontaires sur le marché international d'ici la fin de l'année. Un tiers a identifié quelque 300 millions de dollars d'actifs, selon Davis. « Nous pensons que cela vaut beaucoup plus que cela », a-t-il déclaré, mais a refusé de dire combien exactement.

L'idée des crédits carbone bleus survient alors que les marchés existants pour les compensations de carbone font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux, avec une abondance de crédits à faible coût qui apportent trop souvent peu d'avantages planétaires. Les acheteurs de ces crédits les comptabilisent généralement dans les émissions de gaz à effet de serre générées par la gestion d'une entreprise. Davis a déclaré qu'il ne voulait pas que les crédits des Bahamas « servent d'excuse » aux entreprises qui cherchent à polluer davantage, et a déclaré que le pays examinait déjà comment mettre en place un tel système, y compris des conversations avec le Fonds monétaire international.

Davis a déclaré qu'il « est également ouvert à la mise en place » d'un prélèvement ou d'une taxe de 2% sur les exportations de pétrole, une proposition qui a été discutée lors d'une réunion des Nations Unies pour les pays des Caraïbes, organisée par les Bahamas en août. Il veut que cet argent soit placé dans un fonds pour couvrir les coûts des pertes et des dommages.

Son homologue Browne d'Antigua-et-Barbuda s'intéresse également à une taxe sur les combustibles fossiles mais propose quelque chose qu'il considère comme un peu différent : une taxe sur les bénéfiques. « Je sais que l'idée de taxer le baril de pétrole existe depuis un certain temps », a déclaré le Premier ministre dans une interview. « La raison pour laquelle nous n'avons pas emprunté cette voie est que toutes les entreprises de combustibles fossiles peuvent simplement répercuter l'augmentation sur les clients. »

S'exprimant lors d'une conférence de presse lors de la COP 27, la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a également évoqué les taxes sur les combustibles fossiles: « Nous avons un principe très

simple ceux qui causent le problème devraient aider à payer [pour] le problème», a-t-elle déclaré. «Ceux qui profitent de la situation de manière flagrante, en d'autres termes, ceux dont les rendements sont supérieurs à un niveau acceptable devraient également mettre un petit quelque chose dans le pot».

Davis, Browne et Mottley conviennent tous que quelque chose doit changer – leurs vies et leurs

communautés sont en jeu. Ne pas limiter la hausse des températures à 1,5 ° C par rapport à l'époque préindustrielle, a déclaré Davis, sera dévastateur pour son pays. « Ce n'est plus une menace existentielle, c'est une crise pour nous », a-t-il déclaré. « Et nous ne pouvons pas ignorer les conséquences : soit nous allons être des réfugiés climatiques, soit nous nous retrouverons dans des tombes aqueuses. »

*Source: Bloomberg*

## COP 27: les pays en développement ont fait entendre leur voix, et après?

**A**lors que les négociations sont bloquées sur de nombreuses questions, un résultat clair de cette COP 27, dont la fin est prévue officiellement pour ce 18 novembre, peut se résumer au fait que les pays en développement ont pu faire entendre leur voix beaucoup plus fortement et ont pris les choses en main pour catalyser le financement climatique, les pertes et dommages, les objectifs d'atténuation et d'adaptation, la décarbonation, entre autres.

Dès le premier jour, les pertes et dommages ont été adoptés comme point à l'ordre du jour. Au cours des discussions qui ont suivi, de nombreux pays développés ont promis un financement ponctuel pour les pertes et dommages. Les pays d'Asie du Sud, dont l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, ont activement plaidé en faveur du financement des pertes et dommages.

Au cours de la deuxième semaine, le G77 + Chine, dirigé par le Pakistan, a proposé la Facilité de financement des pertes et dommages pour faire face aux pertes et dommages non économiques et économiques, causés par des conditions météorologiques extrêmes et des événements à évolution lente, y compris la réhabilitation, le rétablissement et la reconstruction.



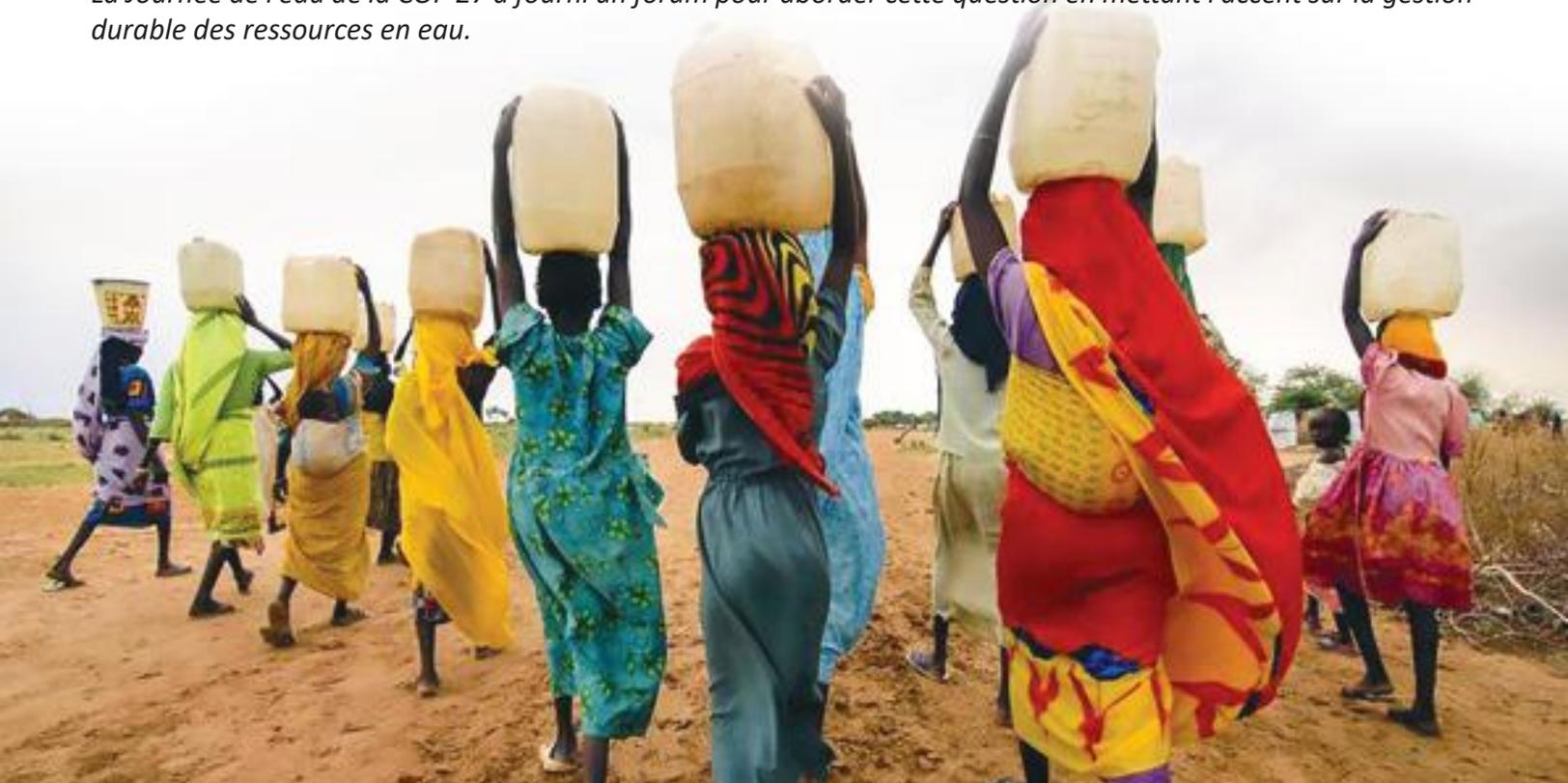
*Après le passage du cyclone Kenneth au Mozambique*

*Photo crédit: UNFCC*

Trois pays d'Asie du Sud, le Bangladesh, les Maldives et le Sri Lanka, ainsi que le Ghana ont publié des plans de prospérité climatique. Selon le plan, le Sri Lanka nécessiterait des investissements de 26,53 milliards de dollars américains jusqu'en 2030 pour créer un système de transport durable et améliorer considérablement l'efficacité énergétique et la résistance à la chaleur extrême. Le plan du Bangladesh définit un programme d'investissement de 183 milliards de dollars américains jusqu'en 2030.

# COP 27: la moitié de la population mondiale vivra sous stress hydrique d'ici 2025

*L'Organisation mondiale de la santé a annoncé que d'ici 2025, la moitié de la population mondiale vivra dans des zones de stress hydrique et que les problèmes liés à l'eau sont intrinsèquement liés au changement climatique. La Journée de l'eau de la COP 27 a fourni un forum pour aborder cette question en mettant l'accent sur la gestion durable des ressources en eau.*



*Le spectre du stress hydrique frappera de plein fouet les pays du Sud.*

*Photo crédit: natura-sciences.com*

La journée a commencé par l'inauguration de l'initiative AWARe, en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM). L'initiative encouragera les efforts politiques, l'action pratique, le partage des connaissances et le développement des capacités sur le terrain pour placer les systèmes de gestion adaptative de l'eau au cœur du programme d'adaptation au changement climatique, en établissant une plaque tournante panafricaine pour l'eau.

Des histoires de réussite d'Afrique mettant en évidence la façon dont les systèmes d'eau ont été adaptés avec succès face au changement climatique sévère ont été présentées. Celles-ci comprenaient l'irrigation intelligente, la protection contre les inon-

dations et la collecte des précipitations. Les participants ont examiné la meilleure façon d'aller au-delà de ces réalisations et d'adapter leur résilience à court terme pour faire face à l'aggravation des conditions climatiques. Parmi les points de discussion figuraient les partenariats public-privé, le financement durable et l'engagement accru des communautés.

Le Président de la COP 27, S.E. Sameh Shoukry, a déclaré: «Avec l'augmentation de l'utilisation de l'eau chaque année et 70 % de l'eau douce mondiale utilisée pour l'agriculture, selon la Banque mondiale, les pressions du changement climatique se font de plus en plus sentir. Le changement climatique limite déjà l'accès des populations à l'eau dans le monde,

car les sécheresses, les inondations et les incendies de forêt liés au réchauffement des températures ont un impact sur l'approvisionnement. La surveillance et la gestion des écosystèmes des bassins fluviaux deviennent de plus en plus vitales et des initiatives comme AWARe permettront une collaboration transformationnelle à travers le continent.

Au cours de la journée, les sessions ont mis en évidence la voie à suivre en matière d'adaptation et d'agriculture résiliente au changement climatique. Celles-ci comprenaient:

- Découplage de l'utilisation de l'eau douce et sécurité de l'eau explorant le potentiel des cadres et de la technologie pour permettre le renforcement de la résilience afin de favoriser la sécurité de l'eau
- L'adaptation à l'échelle du bassin fluvial et ses co-bénéfices et le risque de mauvaise adaptation ont examiné la mobilisation de l'effort mon-

dial pour améliorer la gestion de l'eau, l'augmentation des efforts de collaboration dans l'adaptation à l'eau et les défis de la mauvaise adaptation

- Les inondations et les sécheresses se sont concentrées sur la nécessité d'avoir des personnes protégées par des systèmes d'alerte précoce pour sauver des vies et des moyens de subsistance
- Water Mitigation s'est penché sur la meilleure façon de préserver les ressources en eau face aux pressions climatiques et d'assurer l'accès à l'eau potable

L'accent mis sur l'eau à la COP 27 a réuni diverses voix de décideurs politiques, de scientifiques, de chercheurs, de la société civile et du gouvernement, qui ont partagé des idées et des réussites liées à la résolution des problèmes de pénurie d'eau.

## COP 27: Haïti voit le verre à moitié vide...

*Un accord jugé décisif a été trouvé à la Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques organisé du 6 au 19 novembre à Charm el-Cheikh en Egypte. Cet accord vise à fournir un financement des pertes et préjudices aux pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques est salué par l'ONU et les pays en développement dont Haïti. La délégation haïtienne attendait cependant plus de la COP 27.*

«La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (la COP 27) s'est clôturée sur un accord décisif visant à fournir un financement des pertes et préjudices aux pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques», s'est réjouie l'ONU dans un article publié sur son site internet. «Ce résultat nous fait avancer», a déclaré Simon Stiell, secrétaire exécutif d'ONU Climat, cité dans l'article.



*De gauche à droite: Gerty Pierre, DCC, Raoul Vital, ONQEV, et Addly Célestin, CIAT  
Crédit: MDE*

La création d'un fonds spécifique pour les pertes et préjudices, selon l'ONU, marque une avancée importante, la question ayant été ajoutée à l'ordre du jour officiel et adoptée pour la première fois lors de la COP 27. C'est aussi l'avis de Raoul Vital, cadre

au ministère de l'Environnement et point focal d'adaptation au changement climatique ayant participé aux négociations aboutissant à cet accord qualifié de décisif. «Les pays en développement ont montré leur force à la COP 27. Ils ont non seulement imposé la question de pertes et dommages dans l'agenda et aussi ont obtenu l'accord, se félicite Raoul Vital. C'est la plus grande réussite de la COP 27.»

Malgré tout, M. Vital estime que les résultats de la COP 27 sont mitigés. «Rien n'a été dit sur l'adaptation qui est notre priorité en Haïti», se désole le directeur de l'Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONQEV) au MDE. Raoul Vital attendait que les pays développés s'engagent à doubler le financement pour l'adaptation d'ici à 2025. «Rien n'a été non plus dit sur le financement de 100 milliards de dollars l'an promis par les pays riches aux pays en développement dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques», affirme Raoul Vital, soulignant qu'aucune décision n'a été prise sur la réduction du gaz à effet de serre par les pays développés.

Pour toutes ces raisons, Raoul Vital croit que la COP 27 n'a pas été une réussite totale. «L'accord sur les pertes et dommages a été adopté pour sauver l'événement», fait-il remarquer. Qui seront les contributeurs de ce fonds ? Qui en seront les bénéficiaires ? Quel sera le montant de financement de ce fonds ? «Toutes ces questions sont restées sans réponses dans l'accord», se désole Raoul Vital qui prévoit déjà une COP 28 houleuse. L'événement se tiendra aux Émirats arabes unis en novembre 2023.

Il n'y a pas que Raoul Vital qui questionne l'accord sur les pertes et dommages trouvé à la COP 27. «Ce mécanisme devrait être opérationnel d'ici deux ans, mais des inquiétudes planent dans la mesure où son financement dépend grandement des pays développés, dont les engagements financiers font toujours défaut pour le Fonds en matière d'adaptation. De plus, la Chine, désignée comme un pays en voie de développement (mais qui ne l'est plus, dans les faits), a déjà révélé qu'elle ne contribuera pas au fonds», soulignent des chercheurs à l'Université

d'Ottawa, à l'UQAM et à l'Université d'Oxford cités dans un article de <https://theconversation.com/>. A côté de la Chine, les chercheurs rappellent que les États pétroliers résistent aussi à toute idée de contribution financière.

Si l'ONU estime que la COP 27 a permis aux pays de prendre un ensemble de décisions qui réaffirment leur engagement à limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels, les experts ont un avis différent. «La COP 27 s'en est tenue au statu quo, malgré l'urgence, jugent les experts de l'UQAM et de l'Université d'Oxford. Le texte final de la COP 27 se contente de réaffirmer les objectifs de l'Accord de Paris.» Dans cet accord, les gouvernements sont convenus de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C.

Raoul Vital n'a pas dit le contraire. Il estime que les décisions prises à la COP 27 ne sont pas à la hauteur de l'urgence exprimée dans le 6e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), intitulé "Changements climatiques 2022: impacts, adaptation et vulnérabilité". Ledit rapport réaffirme l'origine humaine des changements climatiques et fournit une évaluation détaillée des impacts, des risques et de l'adaptation au changement climatique dans les villes, où vit plus de la moitié de la population mondiale. Selon le rapport, les évolutions observées du climat vont se poursuivre, mais elles peuvent encore être contenues si des actions fortes, rapides et durables de réduction des émissions de CO2 sont menées.

A côté des décisions globales de la COP 27, Raoul Vital a précisé que la délégation haïtienne en a profité pour organiser des rencontres bilatérales dans le cadre de son plan d'adaptation. Il informe que des mécanismes comme le fonds vert permettent à des pays comme Haïti de trouver des financements pour des projets d'adaptation. D'après lui, la délégation haïtienne a trouvé des pistes sur lesquelles elle va travailler.

# Haiti présente officiellement son comité national de lutte contre les changements climatiques

Le Premier ministre haïtien, le Dr Ariel Henry, a procédé au lancement officiel, le jeudi 8 décembre 2022, à l'occasion de la journée mondiale du Climat, la première réunion du Comité national de lutte contre les changements climatiques (CNCC). Cette cérémonie tenue à Port-au-Prince a donné lieu également à la présentation officielle du document du Plan national d'adaptation (PNA) aux changements climatiques.

«Je veux renouveler la détermination de mon gouvernement à prendre en considération la problématique des changements climatiques», a déclaré le Premier ministre Dr Ariel Henry qui dirige un pays en proie à une crise humanitaire sans précédent aggravée par la détérioration du climat de sécurité.

«Nous ne ménagerons aucun effort en nous ouvrant aux progrès techniques et technologiques réalisés tant localement qu'ailleurs», a-t-il ajouté au cours de cette cérémonie tenue quelques jours après la participation du pays à la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques.

Ce comité est lancé à l'occasion de la journée mondiale du Climat dont l'objectif est de mettre en lumière les conséquences dramatiques du réchauffement climatique et la nécessité avec célérité, justesse et efficacité pour en limiter les effets, rappelle, le Premier ministre dans son discours.

«Le plan national d'adaptation se veut être un cadre global à moyen et long terme, sur les dix prochaines années, et couvre prioritairement les secteurs de l'agriculture, de la santé, des infrastructures et des ressources en eau», a souligné Dr Ariel Henry.

Le PNA couvre la période 2022-2030, et son coût de financement s'élève à environ 980 millions de dollars américains, soit 110 millions de dollars l'an.

«Le PNA sera financé à partir de fonds bilatéral, multilatéral, des fonds pour le climat comme le fonds vert ainsi que des fonds internes», a indiqué



Le ministre de l'Environnement, James Cadet, également vice-président du CNCC, dans ses propos de circonstance

Photo Crédit : MDE

Raoul Vital, cadre au ministère de l'Environnement et point focal national PNA, qui a aussi plaidé pour l'engagement du secteur privé.

## Le plein fonctionnement du CNCC: une des dispositions du PNA

Le Plan national d'adaptation aux changements climatiques est présenté par le ministre de l'Environnement, James Cadet, comme une exigence de la décision 5 de la COP17 touchant la planification de l'adaptation.

«Le Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC) est un organe interinstitutionnel et intersectoriel qui a pour objectif d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et des plans d'actions nationaux concernant les changements climatiques,» a déclaré le ministre Cadet qui, durant son intervention, a insisté sur l'importance du CNCC.

## Constitution du CNCC

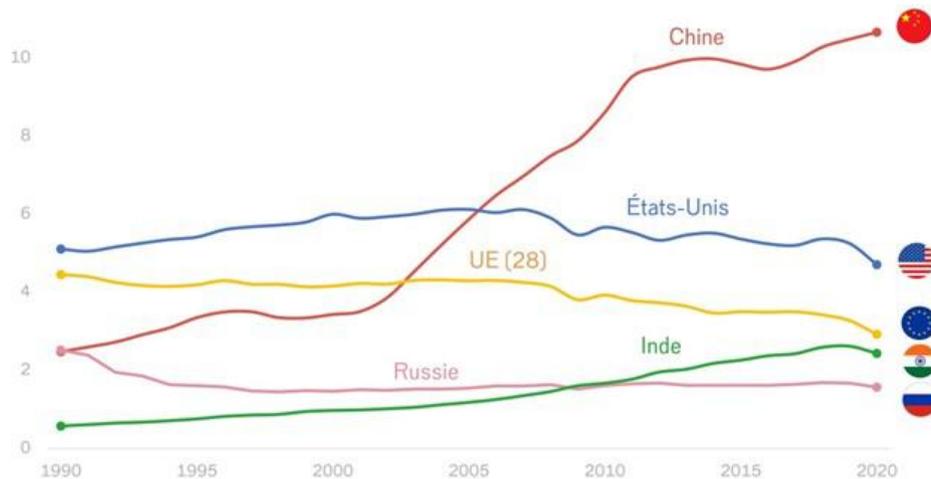
Le Comité national sur les changements climatiques (CNCC) dont la première réunion a eu lieu ce jeudi est ainsi constitué:

1. **Ariel Henry**, Premier ministre, président du CNCC
2. **James Cadet**, ministre de l'Environnement et vice-président du CNCC
3. **Brédy Charlot**, ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural.
4. **Ricard Pierre**, ministre de la Planification et de la Coopération externe
5. **Michel Patrick Boivert**, ministre de l'Économie et des Finances
6. **Rosemond Pradel**, ministre des Travaux publics, Transport et Communication
7. **Patrick Saint-Pré**, coordonnateur Haïti Climat
8. **Nick René Hartmann**, représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement



## Top 5 des régions qui émettent le plus de CO<sub>2</sub>

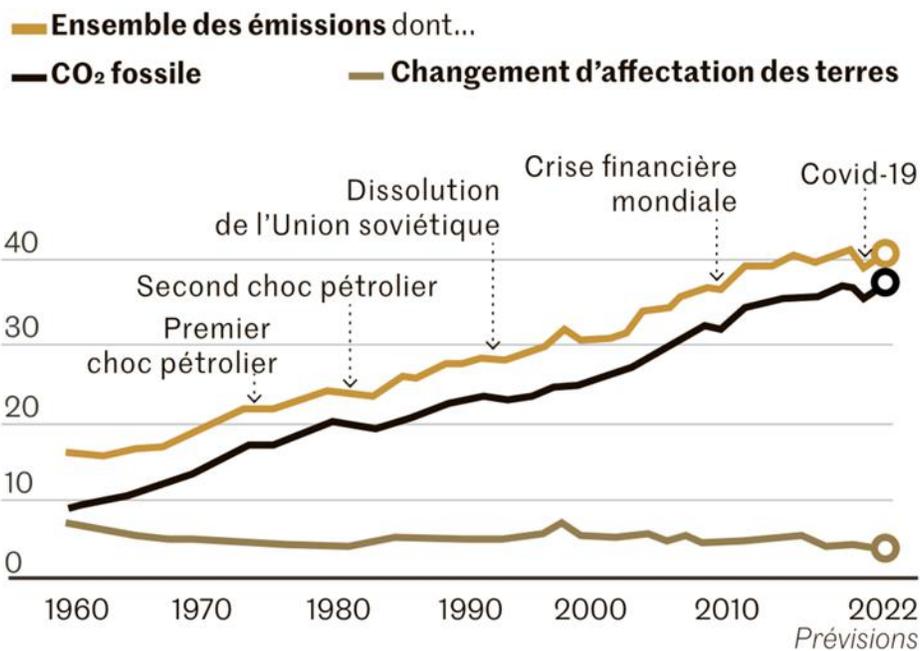
Émissions de gaz à effet de serre en gigatonnes équivalent CO<sub>2</sub> (GtCO<sub>2</sub>e)



Source : ourworldindata.org, 2020



Emissions mondiales de CO<sub>2</sub> et prévisions 2022, en gigatonnes



Infographie *Le Monde*

Source : Global Carbon Project 2022

## L'accès aux bons du Trésor rendu public

Les bons du Trésor seront bientôt accessibles au grand public et garantis à 100% par la Banque de la République d'Haïti (BRH), ont annoncé lors d'un point de presse en date du 1er septembre 2022, le ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, et le gouverneur de la BRH, Jean Baden Dubois. La maturité des bons varie de 91 jours, 182 jours, 364 jours à 3 ans et plus. Le mode d'émission se fait par adjudication ou à travers une procédure publique de mise en concurrence pour un montant minimal admissible de 25 000 gourdes, et les taux d'intérêt seront déterminés à travers les offres compétitives.

## Coup de mou pour la croissance mondiale

Selon les prévisions du Manuel de statistiques de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la croissance de l'économie mondiale enregistrera un ralentissement passant de 5.7% en 2021 à 3.3% en 2022. La croissance des pays les moins avancés a tourné autour de 2% en 2021 tandis que le PIB des pays en développement sur le continent américain a augmenté de 6.2% en 2021, après une chute de 7.4% en 2020, a indiqué mardi l'agence des Nations unies.

## La passe de 9 pour la semaine de l'Audit en Haïti

Ouverture le lundi 12 décembre de la 9e édition de la Semaine de l'Audit, organisée par l'Institut des Auditeurs Internes autour du thème "Audit interne dans la lutte contre les crimes financiers". "Nous voulons éviter que le système financier national devienne le maillon faible du système financier international", a déclaré le gouverneur de la BRH à l'occasion du cocktail de lancement de la Semaine de l'Audit 2022.

## La note salée de l'insécurité alimentaire

Les gouvernements du Mexique, d'Haïti, des pays de l'Amérique centrale, du Panama et de la République dominicaine ont approuvé des réponses politiques pour un montant équivalent, en moyenne, à 1.1% de

leur produit intérieur brut (PIB) afin d'atténuer l'impact de l'insécurité alimentaire et le niveau historique de l'inflation, informe l'étude «Sécurité alimentaire en Amérique centrale, au Panama, en République dominicaine, au Mexique et en Haïti», publiée par la Banque interaméricaine de développement (BID). Cette étude soutient que plus de 62 millions de personnes dans ces pays ont souffert de l'insécurité alimentaire après la pandémie de Covid-19.

## Légère baisse de l'inflation en novembre aux États-Unis

L'inflation poursuit sa décrue aux États-Unis et s'est établie à 7.1% en novembre, a indiqué l'administration américaine. C'est le plus faible taux atteint au cours des 12 derniers mois dans l'économie américaine, après les 8.3% d'août, les 8.2% de septembre et les 7.7% d'octobre, selon l'indice des prix CPI. Rappelons que le taux recherché par les autorités américaines est autour de 2%.

## Une enveloppe de plus de 60 millions pour l'éducation

Haïti est éligible à un financement de US\$ 64.5 millions du Partenariat mondial pour l'éducation, a indiqué l'organisation dans une correspondance adressée au ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, et au ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, Nesmy Manigat, en date du jeudi 8 décembre 2022.

## Le FMI à la rescousse de la Barbade

La Barbade devrait recevoir US\$ 302 millions du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de deux programmes qui ont été approuvés par le conseil d'administration du Fonds basé à Washington. Il s'agit d'un mécanisme de financement étendu (EFF) de 36 mois avec un décaissement total prévu de US\$ 189 millions et un mécanisme de résilience et de durabilité (RSF) évalué à US\$ 113 millions.

## **Chassé-croisé contre le cash**

Lancement par Mastercard d'une opération baptisée "guerre contre l'argent en espèces" dans la région Caraïbes, soutenant des solutions numériques pour les transactions quotidiennes. Des chiffres pré-COVID montrent que les économies régionales produisaient chaque année US\$ 400 milliards de biens et de services dont entre 30% et 50% de leur PIB en espèces, a déclaré Dalton Fowles, directeur régional de Mastercard pour la Jamaïque, Trinidad, la Barbade et les Caraïbes orientales en marge d'un récent Forum d'innovation Mastercard Amérique latine et Caraïbes à Miami, en Floride.

## **La dette publique s'envole dans plus de 100 pays en développement**

Selon la Conférence de gestion de la dette de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les niveaux de dette publique, en pourcentage du PIB ont augmenté dans plus de 100 pays en développement entre 2019 et 2020. Si l'on exclut la Chine, cette augmentation équivaut à près de US\$ 2 000 milliards. Dans ces conditions, les exigences du service de la dette et l'augmentation du fardeau de la dette combinée à la hausse des coûts d'emprunt exercent une pression énorme sur les budgets publics dans le monde entier.

## **Baisse prévue pour les prix de l'énergie**

La volatilité des marchés de l'énergie observée depuis le début de la guerre en Ukraine devrait désormais baisser selon la Banque mondiale. Après avoir bondi d'environ 60% en 2022, les prix de l'énergie devraient diminuer de 11% en 2023. Malgré cette décrue, ils resteront supérieurs de 75% à leur moyenne des cinq dernières années.

## **Inflation à gogo à Port-au-Prince et dans le Sud**

L'inflation s'établit à 39% dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et progresse à plus de 40% dans le département du Sud, selon l'économiste Kesner Pharel, qui soutient que le département subit encore les conséquences du tremblement de terre et l'effet de Martissant, réduisant la circulation des biens.

## **Les pays en développement lourdement endettés**

Selon la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les pays en développement devraient avoir besoin de US\$ 310 milliards pour assurer le service de leur dette publique extérieure en 2022, soit l'équivalent de 9.2% de l'encours de la dette publique extérieure à la fin de 2020. Plus largement, ces pays, à l'exception de la Chine, ont un stock de dette publique de US\$ 11 500 milliards à la fin de 2021. Les pays qui sont actuellement classés par le FMI comme ayant une dette insoutenable ou en difficulté représentent environ 13% de ce montant.

## **Le service de la dette des plus pauvres explose**

En 2022, le service de la dette des pays les plus pauvres devrait augmenter de 35% pour atteindre plus de US\$ 62 milliards, l'une des plus fortes progressions annuelles de ces deux dernières décennies. Selon le nouveau rapport sur la dette internationale de la Banque mondiale, les pays les plus pauvres consacrent aujourd'hui plus d'un dixième de leurs recettes d'exportation au service de leur dette extérieure à long terme, publique ou garantie par l'État, soit un niveau sans précédent depuis 2000, peu après le lancement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

## **Hausse des dépenses mondiales d'importations alimentaires en 2022**

La dernière édition des Perspectives de l'alimentation publiée par la FAO le 11 novembre a revu à la hausse les estimations des dépenses mondiales d'importations alimentaires en 2022, pour les porter à US\$ 1 940 milliards, soit un bond de 10% par rapport au niveau déjà record de 2021.

## **Dépréciation et dette ne font pas bon ménage**

Selon le Fonds monétaire international (FMI), 70% de l'ensemble des dettes des pays émergents et 85% de celles des pays à faible revenu sont en devises étrangères. Au moins 88 pays ont déjà connu une dépréciation par rapport au dollar américain à la fin du mois de novembre. Dans 31 de ces pays, la dépréciation a été supérieure à 10%.

Retrouvez toutes les éditions de  
DevHaiti sur  
[www.ahjedd.org](http://www.ahjedd.org)  
[www.papyrushaiti.com](http://www.papyrushaiti.com)  
[www.grouppcroissancehaiti.com](http://www.grouppcroissancehaiti.com)

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.  
Tous droits réservés.